



Accéder à votre commune :

Tapez ici les premières lettres de la commune

Agen et sa région

ACTU

PRATIQUE

SPORTS

LOISIRS

« Lot-et-Garonne

Publié le 06/09/2010 10:00 | S.B.

LGV : manifestation en novembre, en ville

ZOOM



Même l'été, ce genre de panneaux a fleuri du côté de Sainte-Colombe-en-Bruilhois, concernée par le tracé de la LGV présenté en janvier./Photo J.-M. M.



sensibilisation sous diverses formes que ceux qui défendent l'idée d'un TGV sur les lignes existantes gardent au chaud.

Une réunion le 17 septembre avec les élus, une manifestation régionale à Agen le 13 novembre. Les opposants au projet de LGV passent la seconde.

En novembre, mobilise tes membres. Ce pourrait être le dicton certes détourné qu'utiliseraient les responsables de la Coordination 47 des opposants à la LGV, la désormais fameuse ligne à grande vitesse attendue pour 2 020 dans le département et dans le meilleur des cas.

Le 13 novembre est en effet une date cochée en noir sur le calendrier des anti-LGV, qui aux dires de Claude Semin, l'un de leurs porte-parole, ne sont pas restés inactifs (lire nos précédentes éditions). « Nous étions dans une phase de construction de nos arguments techniques », explique cet opposant de Caudecoste. « Désormais, on passe à la phase d'explication vis-à-vis de la population ». Explication, et

Chaude également, toujours selon Claude Semin, l'entrevue avec Jean Dionis, flanqué de Christian Dezalos, maire de Boé et premier vice-président de la communauté d'agglomération (CAA). C'était en juillet. « Nous n'arriverons pas à convaincre le maire d'Agen. En revanche, nous avons la prétention de croire que nous sommes parvenus à faire entendre nos arguments auprès d'une partie des conseillers généraux de la majorité comme de l'opposition. » Deux rencontres distinctes en juillet, aussi.

MORATOIRE

« Nous leur demandons de décider d'un moratoire et de ne pas voter l'engagement financier du département pour la réalisation de la ligne (140 millions d'€ au total pour le Lot-et-Garonne, NDLR). » Le conseil général doit aussi abonder le financement d'une étude voulue par un collectif d'élus concernés par le fuseau de 1 000 m, tracé préalable de la LGV dessiné en janvier dernier.

« Il n'est pas concevable qu'avec les arguments que nous avançons, qui sont bâtis sur les données techniques de Réseau ferré de France, le conseil général puisse décider de poursuivre dans cette voie. »

Les anti-LGV ont en revanche choisi la voie de la réunion, avec les opposants du Tarn-et-Garonne, et veulent se rapprocher aussi de la Gironde. Germe l'idée d'actions communes. Semin le répète : « Nous

voulons interpeller la population, toute la population, y compris celle du nord du département.

Quatre réunions sont prévues dans les prochains mois. Dans le cartable des membres de la coordination, un document synthèse de l'expertise réalisée pendant l'été. Ces conclusions ne vont bien sûr pas dans le même sens de circulation que la LGV présentée pendant l'hiver.

Présentation aux élus

Le 17 septembre, lors d'une réunion privée à l'espace François-Mitterrand de Boé, la Coordination 47 doit présenter les conclusions de sa contre-étude aux élus de l'agglomération agenaise dont les communes sont traversées par le fuseau de 1 000 m, et qui le seront encore par la bande de 500 m qui doit être officialisée courant 2011. Les enquêtes publiques doivent être lancées dans les deux ans à venir. Le calendrier prévisionnel prévoit une mise en service très théorique à l'horizon 2020.

Le chiffre : 23

trajet > décompte. La Coordination des militants anti-LGV affirme documents à l'appui que le gain de temps entre Toulouse et Paris serait en fait de 23 minutes seulement entre une voie nouvelle et une LGV sur les voies existantes.

« Les grands élus, le président du conseil régional par exemple, affichent la concertation comme maître mot mais refusent de nous recevoir. »

Claude Semin, porte-parole de la Coordination 47 des associations anti-LGV.

